



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Énergie

Un baril à 150 dollars? Où s'arrêtera la hausse?
Le marché pétrolier abandonne ses espoirs d'un retour rapide à la normale. Le point sur la situation et ses conséquences en trois questions. • (Page 08)

Médias

Le journalisme, un métier de plus en plus précaire et dangereux
Voitures piégées, enlèvements, prison, licenciements : exercer le journalisme devient de plus en plus risqué. ... • (Page 09)

Financement du logement dans l'UEMOA

• (Page 03)

Première cotation de titres RMBS à la BRVM



Togo

Patronat et syndicats signent une nouvelle convention

Signature, ce 30 avril 2026 au Togo, de la nouvelle convention collective interprofessionnelle : une avancée ... • (Page 02)

Togo-Kirghizistan

Des retombées concrètes pour une coopération diversifiée

Les retombées de la visite officielle du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, au Kirghizistan se traduisent déjà par des ... • (Pages 10)

Espace CEDEAO

Le gouvernement ivoirien réduit de 25 % les taxes aériennes

La CEDEAO a confirmé que, dès janvier 2026, les États membres supprimeront les taxes sur le transport aérien et réduiront de 25 % les redevances passagers et de ... • (Page 06)

Commune Lacs 1

Les élus locaux formés sur le handicap et le développement local inclusif
Un atelier de formation et de sensibilisation des élus locaux, des secrétaires généraux, des responsables de comités de développement à la base de la commune ... • (Page 11)

Résilience climatique

• (Page 04)

La FAO et le CCFCC forment les acteurs filières café-cacao



CANALBOX **FIBREZ SANS FRAIS**

PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À 0 FCFA*

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ

8866 www.canalbox.tg

* Paiement du premier forfait mensuel à la souscription

Togo

Patronat et syndicats signent une nouvelle convention

Signature, ce 30 avril 2026 au Togo, de la nouvelle convention collective interprofessionnelle : une avancée majeure pour le dialogue social et un gage de stabilité au bénéfice de tous les acteurs du monde du travail.

• Wilson Lawson

À la veille de la célébration de la fête internationale des travailleurs, le gouvernement, les organisations syndicales et les représentants du patronat ont procédé, jeudi 30 avril 2026, à la signature d'une nouvelle convention collective interprofessionnelle. Fruit de plusieurs mois de concertations et de négociations entre les différentes parties prenantes, ce nouveau cadre réglementaire vient actualiser les dispositions qui encadrent jusqu'ici les relations de travail au Togo. Les textes précédemment en vigueur, adoptés en 2011, étaient jugés insuffisamment adaptés aux profondes mutations économiques, sociales et professionnelles intervenues ces dernières années. Cette nouvelle convention collective a été élaborée conformément aux dispositions du Code du travail togolais. Elle prend également en compte les réalités économiques actuelles du pays, l'évolution des secteurs d'activités, les nouveaux défis du marché de l'emploi ainsi que les attentes croissantes des travailleurs et des employeurs en matière de protection sociale, de productivité et de stabilité professionnelle. Pour les acteurs du monde du travail, cette signature marque l'aboutissement d'un processus de dialogue ayant permis de rapprocher les positions et de parvenir à un compromis



équilibré entre les intérêts des employeurs et ceux des travailleurs. « La performance économique de nos entreprises est indissociable du bien-être des travailleurs », a déclaré Laurent Coami Tamégnon, président du Conseil national du patronat du Togo (CNP), saluant un accord qui, selon lui, permettra de renforcer la compétitivité des entreprises tout en améliorant les conditions de travail. Le nouveau texte couvre plusieurs domaines essentiels liés à la vie professionnelle. Il encadre notamment les questions relatives à la rémunération, aux conditions de travail, à la sécurité et à la santé des employés, à la formation professionnelle, ainsi qu'aux mécanismes de règlement des différends entre employeurs et salariés. Au-delà des aspects techniques, la convention ambitionne également de consolider les droits fondamentaux des travailleurs et de promouvoir un climat social plus apaisé dans les entreprises. Les signataires mettent par-

ticulièrement l'accent sur le renforcement du dialogue social, la prévention des conflits professionnels et l'amélioration durable des conditions de travail. Dans un contexte marqué par les transformations du marché de l'emploi, la montée des exigences de compétitivité et les défis liés à la modernisation de l'économie togolaise, cette convention apparaît comme un instrument stratégique visant à garantir une meilleure sécurité juridique des relations professionnelles. Pour le Conseil national du patronat, cette nouvelle convention collective interprofessionnelle représente « une avancée majeure pour le dialogue social et un gage de stabilité au bénéfice de tous les acteurs du monde du travail ». Les partenaires sociaux espèrent désormais que ce nouveau cadre contribuera à instaurer des relations professionnelles plus équilibrées, à renforcer la confiance entre employeurs et travailleurs et à soutenir durablement la dynamique économique du pays.



Image du jour

unesco

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE
3 mai 2026

Le journalisme façonne la paix

AUX DÉCIDEURS ...

L'innovation financière ouvre la voie au logement pour tous

Il est des moments où une décision technique dépasse son cadre initial pour devenir un signal fort, presque politique, de transformation. La première cotation de titres RMBS à la BRVM appartient à cette catégorie. Derrière cet acronyme encore peu familier se dessine une ambition bien plus vaste : rapprocher la finance de la vie quotidienne des citoyens ouest-africains.

Car au fond, de quoi parle-t-on ? De logements. De familles. D'un besoin essentiel encore trop souvent inaccessible. Dans l'espace UEMOA, le déficit en logements est une réalité persistante, un défi structurel qui freine le développement urbain, accentue les inégalités et pèse sur la qualité de vie. Face à cette équation complexe, l'innovation financière n'est plus un luxe, mais une nécessité.

Avec l'opération « FCTC ZAKA RMBS NSIA Banque CI 2025-2036 », un cap est franchi. Pour la première fois, des créances hypothécaires deviennent des titres négociables, capables d'attirer des investisseurs et de libérer des ressources pour financer de nouveaux crédits immobiliers. En d'autres termes, la finance cesse d'être un circuit fermé pour devenir un levier de transformation sociale.

Ce qui pourrait sembler abstrait est en réalité profondément concret. Chaque tranche souscrite, chaque obligation cotée, c'est potentiellement un toit qui se construit, une famille qui accède à la propriété, un avenir qui se sécurise. C'est là toute la force de cette innovation : elle reconnecte les marchés financiers à leur vocation première, celle de servir l'économie réelle.

Le succès de cette première émission, portée notamment par la BOAD comme investisseur de référence, témoigne d'une confiance retrouvée. Confiance des institutions, confiance des investisseurs, mais aussi confiance dans la capacité de la région à inventer ses propres solutions. Il ne s'agit plus seulement d'importer des modèles, mais de les adapter, de les transformer, de les ancrer dans les réalités locales.

À travers le programme ZAKA, piloté par la CRRH-UEMOA, une dynamique nouvelle s'installe. Celle d'un marché financier qui s'émancipe progressivement, qui innove, qui structure des mécanismes durables pour répondre aux besoins de financement à long terme. Une dynamique qui dépasse le seul secteur du logement pour ouvrir des perspectives dans les infrastructures, l'énergie ou encore l'agriculture.

Mais ne nous y trompons pas : cette avancée, aussi prometteuse soit-elle, n'est qu'un début. L'enjeu désormais est d'amplifier le mouvement. D'encourager les banques à recourir davantage à la titrisation, de renforcer la régulation pour garantir la transparence et la sécurité, et surtout de démocratiser l'accès à ces mécanismes pour qu'ils bénéficient au plus grand nombre.

Car l'innovation n'a de sens que si elle est inclusive. Elle doit s'adresser aux populations, répondre à leurs besoins, améliorer concrètement leur quotidien. À cet égard, les RMBS ne doivent pas rester un outil réservé aux initiés, mais devenir un instrument au service d'une ambition collective : celle d'un logement accessible, décent et durable pour tous.

La BRVM, en tant que plateforme régionale, joue ici un rôle déterminant. En accueillant ces nouveaux instruments, elle confirme sa capacité à évoluer, à s'adapter, à anticiper les mutations. Elle devient un catalyseur, un espace où se rencontrent l'épargne, l'investissement et le développement.

Dans un contexte mondial marqué par les incertitudes économiques et les tensions financières, cette initiative envoie un message clair : l'Afrique de l'Ouest est capable d'innover, de structurer ses marchés et de tracer sa propre trajectoire. Une trajectoire fondée sur la mobilisation de ses ressources internes, sur la confiance en ses institutions et sur une vision de long terme.

Au-delà des chiffres et des mécanismes, c'est donc une nouvelle philosophie qui émerge. Une finance plus utile, plus responsable, plus ancrée dans les réalités sociales. Une finance qui ne se contente pas de créer de la valeur, mais qui contribue à la partager.

La première cotation de RMBS dans l'UEMOA n'est pas seulement une avancée technique. Elle est un symbole. Celui d'une région qui prend conscience de son potentiel, qui ose innover et qui place l'humain au cœur de ses priorités.

Et si, finalement, le véritable succès de cette opération ne se mesurait pas seulement en milliards de FCFA, mais en nombre de vies améliorées ? Voilà le défi. Voilà l'horizon

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.
• Source : tresor.economie.gouv.fr

Financement du logement dans l'UEMOA

Première cotation de titres RMBS à la BRVM

La Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) a enregistré la première cotation de titres RMBS dans l'UEMOA. Une innovation financière majeure destinée à mobiliser l'épargne et à faciliter l'accès au logement dans la région.

• Wilson Lawson

Innovation financière historique sur le marché régional. Le marché financier passe le cap d'une étape décisive avec la première cotation, le 29 avril 2026, d'obligations issues d'une opération de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels à la BRVM. Cette opération, baptisée « FCTC ZAKA RMBS NSIA Banque CI 2025-2036 », constitue une première dans l'espace UEMOA et marque l'introduction des Residential Mortgage-Backed Securities (RMBS) dans la région. Structurée autour d'un portefeuille de 188 prêts hypothécaires cédés par NSIA Banque Côte d'Ivoire, l'opération représente un montant global de 10 milliards de FCFA. Elle est répartie en trois tranches : une tranche senior de 7,25 milliards FCFA, une tranche mezzanine de 2 milliards FCFA et une tranche junior de 750 millions FCFA. Les tranches, senior et mezzanine, désormais cotées à la BRVM, ont été intégralement souscrites, illustrant l'intérêt marqué des investisseurs institutionnels pour ce type d'instrument. Parmi eux, la BOAD s'est positionnée comme investisseur de référence, renforçant la crédibilité de l'opération. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme ZAKA, porté par la CRRH-UEMOA, avec l'appui de BOAD Titrisation. L'objectif est clair : mobiliser les marchés de capitaux pour soutenir le financement du logement et élargir l'accès à la propriété dans la sous-région. La cotation de ces titres offre désormais aux investisseurs un cadre sécurisé et transparent, tout en ga-



rantissant la liquidité des actifs. Elle consacre également l'émergence de nouveaux instruments financiers adaptés aux besoins spécifiques des économies ouest-africaines.

Pour le financement du logement

L'introduction des RMBS dans l'espace UEMOA représente bien plus qu'une innovation technique. Elle constitue un levier stratégique pour répondre à l'un des défis majeurs de la région : le déficit en logements. En transformant des créances hypothécaires en titres négociables, la titrisation permet aux banques de libérer des ressources et d'accorder de nouveaux crédits immobiliers. Ce mécanisme favorise ainsi un cercle vertueux de financement, essentiel pour soutenir la croissance du secteur immobilier. La réussite de cette première émission, matérialisée par une souscription totale des

tranches cotées, témoigne de la confiance des investisseurs dans la solidité du dispositif. Elle ouvre la voie à une diversification des sources de financement, en mobilisant davantage l'épargne locale au service de l'économie réelle. Par ailleurs, cette opération renforce le rôle de la BRVM comme plateforme d'innovation financière en Afrique de l'Ouest. En facilitant l'introduction de produits structurés, la bourse régionale contribue à moderniser le marché financier et à le rendre plus attractif pour les investisseurs internatio-



naux. Au-delà des enjeux économiques, l'impact social est également significatif. En facilitant l'accès au crédit immobilier, les RMBS participent à l'amélioration des conditions de vie des populations et à la réduction du déficit en logements abordables.

Vers une transformation du marché financier régional

Cette première cotation s'ins-



crit dans une dynamique plus large de développement des marchés financiers en Afrique de l'Ouest. Face aux besoins croissants en infrastructures et en logements, les États et les institutions régionales encouragent l'innovation financière pour mobiliser des ressources à long terme. La CRRH-UEMOA, à travers le programme ZAKA, joue un rôle clé dans cette transformation. En facilitant la titrisation des prêts hypothécaires,



elle contribue à structurer un marché secondaire du crédit immobilier, encore embryonnaire dans la région. De son côté, la BOAD accompagne ces initiatives en apportant son expertise et en jouant un rôle d'investisseur de référence. Cette synergie entre institutions régionales et acteurs financiers illustre une volonté commune de renforcer l'intégration économique et de soutenir le développement. La BRVM, en tant qu'infrastructure centrale du marché financier régional, confirme son rôle de catalyseur en offrant un cadre propice à l'innovation et à la mobilisation de l'épargne. Elle appelle d'ailleurs les établissements de crédit à recourir davantage à la titrisation pour financer non seulement le logement, mais aussi les infrastructures. Avec cette première cotation de RMBS, un nouveau chapitre s'ouvre pour le financement du logement dans l'UEMOA. Une étape symbolique, mais surtout structurante, qui pourrait transformer durablement l'accès au crédit immobilier et contribuer à une croissance plus inclusive dans la région.

Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

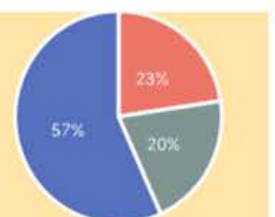
9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

■ Agriculture ■ Industrie ■ Services



Source : tresor.economie.gov.fr

Résilience climatique

La FAO et le CCFCC forment les acteurs filières café-cacao

À Kpalimé, le Comité de coordination des filières café cacao (CCFCC) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) forment les acteurs privés pour faire face aux effets du changement climatique et répondre aux nouvelles exigences du marché international.

● Joël Yanclou

Former pour anticiper les défis climatiques. Face à l'intensification des effets du changement climatique, le Togo engage une réponse structurée pour préserver ses filières agricoles stratégiques. Les 29 et 30 avril 2026, un atelier de renforcement des capacités est organisé à Kpalimé à l'endroit des acteurs privés des filières café et cacao, sous l'impulsion du CCFCC et avec l'appui de la FAO. L'objectif est de renforcer la résilience du secteur privé face à des conditions de production de plus en plus incertaines. Durant ces deux jours, les participants bénéficient de sessions animées par des experts et consultants, combinant apports théoriques et échanges d'expériences. Les thématiques abordées portent notamment sur les stratégies d'adaptation, les technologies post-récolte, la gestion durable des sols et les exigences environnementales internationales. Dans son mot de bienvenue, le représentant du Secrétaire général du CCFCC, M. Amecy Yao Adodo, a souligné l'importance de cette formation, inscrite dans les Plans de Développement des Filières Café et Cacao adoptés en 2024. Il a salué l'appui constant de la FAO, tout en invitant les participants à une implication active pour maximiser les retombées de cet atelier. De son côté, le chargé de bureau de la FAO



au Togo, Dr DJIWA Oyétoundé, a mis en avant l'urgence d'agir face aux projections climatiques. Selon les études menées, plus de la moitié des zones actuellement favorables au café et au cacao pourraient devenir inadaptées d'ici 2050. Ces données renforcent la nécessité d'adopter des pratiques agricoles innovantes et durables.

Une adaptation indispensable pour la compétitivité

L'atelier de Kpalimé intervient dans un contexte où les filières café et cacao sont confrontées à une double pression : les effets du changement climatique et les exigences croissantes des marchés internationaux. La baisse des rendements, liée à la hausse des températures et à la variabilité des précipitations, constitue une menace directe pour les revenus des producteurs. Les projections de la FAO indiquent des pertes pouvant atteindre 20 % dans les scénarios les plus pessimistes, ce qui souligne l'urgence d'une adaptation rapide. Parallèlement, des réglementations comme le règlement euro-

péen sur la déforestation imposent des standards environnementaux plus stricts. Pour rester compétitifs, les acteurs togolais doivent désormais intégrer des pratiques durables telles que l'agroforesterie, la gestion responsable des ressources naturelles et la traçabilité des productions. En dotant les acteurs privés de connaissances et d'outils adaptés, le Togo se donne les moyens de transformer ces contraintes en opportunités. L'adoption de techniques innovantes peut non seulement limiter les impacts climatiques, mais aussi améliorer la qualité des produits et leur valeur sur les marchés internationaux. Au-delà des enjeux économiques, cette démarche contribue également à la sécurité alimentaire et à la stabilité sociale. Les filières café et cacao jouent un rôle clé dans les revenus des populations rurales, et leur résilience conditionne celle de nombreuses communautés. Le partenariat entre le CCFCC et la FAO illustre cette volonté de mobiliser des expertises internationales pour accompagner les acteurs locaux. Il s'appuie également sur l'implication du ministère en charge de l'environnement, en lien avec les mécanismes internationaux tels que le Fonds vert pour le climat.



Formation

Le Togo se dote d'un Campus 42 dédié aux métiers du numérique

Le Togo dispose désormais d'un Campus 42, une école innovante dédiée à la formation en programmation informatique et en intelligence artificielle. L'annonce de la création de ce premier Campus 42 en Afrique de l'Ouest a été faite la semaine dernière, à la faveur de la visite au Togo du ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot.

Concrètement, le Campus 42 ambitionne de former chaque année plusieurs centaines de jeunes aux compétences numériques, notamment dans les domaines du développement logiciel, de la data et de l'intelligence artificielle. Une attention particulière est accordée à l'inclusion des jeunes sans parcours acadé-



mique classique ainsi qu'à la promotion de la participation

des femmes dans les métiers du numérique. Porté par le ministère de l'efficacité du service public et de la transformation numérique, le projet est mis en œuvre en partenariat avec le groupe Axian, à travers Yas Togo, ainsi qu'avec l'appui de la France et de l'Union européenne. « Ce projet incarne notre ambi-

ONAT

168 architectes enregistrés en 2026

Au Togo, le Conseil supérieur de l'Ordre national des architectes (CSO-ONAT) a dévoilé le mercredi 29 avril, son tableau pour l'année 2026. En tout, 168 architectes et 68 cabinets sont enregistrés au 31 mars 2026.

Concrètement, le tableau énumère les architectes agréés et légalement habilités à exercer sur le territoire national. Cette mise à jour annuelle vise à renforcer l'encadrement de la profession et à garantir une meilleure visibilité des acteurs légalement autorisés à exercer. Elle s'inscrit dans une démarche de transparence et de régulation du secteur de l'architecture, au bénéfice des maîtres d'ouvrage et du grand public. Pour Pékébi Limazié, le président de l'ONAT, la publication de ce document ne se limite pas à un simple acte administratif,

mais vise à mieux encadrer la profession. « Cela permet de recenser les architectes agréés et d'assurer que les services fournis respectent les standards de qualité », a-t-il souligné. Créé en 1990

par l'Etat, l'ONAT regroupe les professionnels agréés de l'architecture et veille au respect des normes professionnelles et déontologiques dans le domaine.

(Togo Officiel)



Changements climatiques

Le Togo actualise son plan d'adaptation

Après dix ans de mise en œuvre, le Togo actualise son Plan national d'adaptation aux changements climatiques (PNA). Un atelier de révision et de validation a réuni dans ce sens, en fin de semaine dernière à Lomé, les ministères sectoriels, les collectivités territoriales, les agences nationales, les organisations de la société civile ainsi que les partenaires techniques et financiers.

Cette rencontre a permis d'examiner les avancées enregistrées depuis l'adoption du plan en 2016, tout en identifiant les insuffisances et les nouveaux défis liés à l'évolution du climat. Les échanges ont également concouru à adapter les priorités du document aux réalités actuelles, marquées par l'irrégularité des pluies et la recrudescence des inondations. La révision du PNA intègre plusieurs évolutions majeures, notamment la nouvelle réglementation relative aux changements climatiques, le renforcement du processus de décentralisation, qui confère un rôle important aux communes, ainsi que l'amélioration du cadre institutionnel pour une meilleure coordination des actions. Le document actualisé vise à combler les lacunes en matière d'adaptation, à améliorer la planification

tion dans les secteurs clés et à favoriser l'élaboration de projets concrets au bénéfice des populations. Il doit également permettre au pays de mieux mobiliser les financements internationaux nécessaires à la mise en œuvre des actions à grande échelle. Dans cette dynamique, le gouvernement bénéficie de l'appui de partenaires tels que la FAO et le Fonds vert pour le climat, engagés dans l'accompagnement des politiques climatiques. « Ce tra-

vail collectif de révision et de validation du PNA est indispensable pour garantir un avenir durable. Car protéger l'environnement, c'est protéger la santé, l'économie et la sécurité de tous. Le PNA actualisé et validé devient ainsi un outil majeur pour préparer le Togo à affronter les défis climatiques et construire une société plus résiliente », a souligné le secrétaire général du ministère de l'environnement, Dimizou Koffi Aoufouh. (Togo Officiel)





BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



COFEB
CENTRE OUEST AFRICAIN DE FORMATION
ET D'ETUDES BANCAIRES



APPEL A CANDIDATURES POUR LA 49^e PROMOTION DU CYCLE DIPLÔMANT DU COFEB

Le Centre Ouest Africain de Formation et d'Études Bancaires (COFEB) est le Centre de formation créé par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en vue d'assurer le développement de ses ressources humaines et de contribuer au renforcement des capacités des cadres des Administrations économiques et financières, des banques et établissements financiers ainsi que des systèmes financiers décentralisés des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). La formation du Centre est également ouverte aux agents de structures communautaires et des institutions financières régionales.

En outre, le COFEB accueille des agents des banques centrales africaines, dans le cadre des relations de partenariat que la BCEAO entretient avec ces institutions.

CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

L'acceptation du dossier de candidature est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- être âgé de quarante (40) ans au plus au 1^{er} janvier 2026 ;
- être un agent d'une administration économique et financière, d'un établissement de crédit ou d'un système financier décentralisé d'un Etat membre de l'UEMOA ;
- être un agent d'une banque centrale africaine partenaire ;
- être titulaire d'une maîtrise ou d'un Master I ou II en sciences juridiques ou politiques, économiques ou en gestion, d'un diplôme d'ingénieur statisticien-économiste, d'un diplôme de niveau BAC+4 en sciences juridiques ou politiques, économiques ou de gestion admis en équivalence de la maîtrise et reconnu par le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) ou justifier les soixante (60) crédits de la première année d'un Master (M1) en sciences juridiques et politiques, économiques ou de gestion ;
- justifier d'au moins deux (2) années d'expérience professionnelle au 1^{er} janvier 2026.

Les candidats doivent, en outre, passer un **test de niveau** visant à évaluer leurs connaissances de base et garantir un bon suivi des enseignements. A la suite de ce test, la liste définitive des candidats retenus pour suivre la formation est communiquée à leur organisme d'origine puis publiée sur le site internet du COFEB.

Ce test porte sur des épreuves de comptabilité générale, de monnaie et crédit, de microéconomie, de macroéconomie et de mathématiques financières du programme de Maîtrise en Economie.

FINANCEMENT DE LA FORMATION

Les frais de la formation sont pris en charge par la BCEAO.

Par ailleurs, elle accorde des bourses d'études aux cinq (5) candidats de chaque État membre de l'UEMOA déclarés admis et ayant obtenu le plus de points sur les critères de sélection, ci-après, approuvés par le Comité Scientifique du COFEB :

- la note obtenue au test de niveau ;
- l'âge (bonus pour les plus jeunes) ;
- le genre (bonus pour les femmes) ;
- l'expérience professionnelle et le diplôme présenté.

Les lauréats, qui ne bénéficient pas de la bourse BCEAO, peuvent solliciter la prise en charge de leur formation auprès de leur organisme d'origine ou d'autres structures.

Le Centre accepte toutefois, à titre exceptionnel, des dossiers de candidats provenant de structures privées exerçant dans les secteurs de l'économie et de la finance, ou de Centres de recherches et de Bureaux d'études installés dans l'UEMOA.

Soucieux d'offrir une formation de qualité conforme aux normes et standards internationaux, le COFEB a mis en place un programme sanctionné par le Diplôme de Master II en Finances et Gestion Bancaire. Ce programme comporte neuf (9) mois d'enseignements théoriques au Siège de la BCEAO à Dakar et quatre (4) mois de stage d'application hors du Centre sanctionné par un mémoire à soutenir devant un jury.

DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les soumissions de candidature se font en ligne en accédant au lien ci-après : <https://cofeb.bceao.int/formulaire-de-candidature>.

Les pièces suivantes, constitutives du dossier de candidatures, doivent être jointes au formulaire de candidature en ligne :

- un extrait de l'acte de naissance ou du jugement supplétif d'acte de naissance ;
- une copie certifiée conforme du diplôme ;
- un certificat de visite et de contre visite médicale datant de moins de trois (3) mois ;
- une ou des attestations de travail justifiant deux (2) années d'expérience professionnelle au moins au 1^{er} janvier 2026 ;
- la lettre d'engagement de l'employeur renseignée et signée par le supérieur hiérarchique direct habilité.

La brochure sur le cycle diplômant ainsi que la lettre d'engagement de l'employeur sont téléchargeables sur le site internet du COFEB à l'adresse suivante :

[\(https://cofeb.bceao.int/\)](https://cofeb.bceao.int/), onglets « Formations » - « Formation diplômante ».

LA DATE LIMITE DE SOUMISSION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE EST FIXÉE AU 15 mai 2026

La liste des candidats retenus ainsi que la date du test de niveau seront publiées sur le site internet du COFEB et communiquées aux intéressés.

Le COFEB peut demander à tout moment aux candidats pré-sélectionnés de fournir les originaux des pièces citées ci-dessus afin de vérifier leur authenticité.

Par ailleurs, les candidatures féminines sont fortement encouragées. Les femmes admises au test de pré-requis bénéficieront d'un régime préférentiel dans l'octroi de la bourse BCEAO.

En outre, la possibilité leur sera offerte de bénéficier d'un billet pour retourner dans leur pays d'origine durant la période de vacances du premier semestre.

Pour tout renseignement complémentaire, les personnes intéressées sont invitées à consulter le site internet du COFEB ou s'adresser :

- à la Direction Nationale de la BCEAO dans l'un des États membres de l'UEMOA ;
- au COFEB :
 - par téléphone : (+221) **33 839 05 00** ;
 - par courrier électronique aux adresses :

**courrier.zdepfor@bceao.int ;
formation-cofeb@bceao.int ;**

NB : Toutes les informations relatives à nos activités sont disponibles sur notre site internet :

<https://cofeb.bceao.int/>



Espace CEDEAO

Le gouvernement ivoirien réduit de 25 % les taxes aériennes

La CEDEAO a confirmé que, dès janvier 2026, les États membres supprimeront les taxes sur le transport aérien et réduiront de 25 % les redevances passagers et de sécurité. Cette décision du gouvernement ivoirien s'inscrit dans cette dynamique communautaire.

Le gouvernement ivoirien a décidé d'appliquer une réduction de 25 % des redevances passagers et de sûreté pour les vols opérés dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). C'est ce qu'indique le communiqué du Conseil des ministres, tenu le mercredi 29 avril. Lors de cette rencontre, le Conseil a adopté un décret modifiant les articles 2 et 5 du décret n° 2018-31 du 17 janvier 2018, instituant une redevance de sécurité et fixant ses modalités de perception et de répartition. Le décret prévoit également une réduction et une uniformisation des redevances aéronautiques, notamment les redevances passagers, de sûreté et de sécurité, applicables aux vols domestiques, aux vols à destination de l'Afrique hors CEDEAO et aux vols internationaux hors Afrique. L'objectif est « d'harmoniser la politique et d'optimiser la compétitivité de la compagnie nationale Air Côte d'Ivoire et des aéroports ouverts à la circulation aérienne publique », souligne le communiqué. Cette réforme s'inscrit dans la mise en œuvre de l'acte



communautaire adopté en décembre 2024 par la CEDEAO, visant à harmoniser les taxes aériennes dans l'espace régional. Pour rappel, la Commission de la CEDEAO avait indiqué que, dès janvier 2026, les États membres devraient supprimer les taxes sur le transport aérien et réduire de 25 % les redevances passagers et de sécurité, conformément à un acte complémentaire relatif aux redevances, taxes et droits aéronautiques. En février dernier, une enquête de l'Agence Ecofin avait révélé que les États membres tardaient à mettre en œuvre cette décision. La Côte d'Ivoire, par ce décret, figure parmi les premiers pays à s'aligner sur cette orientation. Dans une région où le prix des vols intra-africains reste élevé, non

pas en raison des distances parcourues mais à cause des lourdes charges gouvernementales, de la faible ouverture du marché et de politiques tarifaires influencées par une concurrence limitée, les passagers sont souvent confrontés à des coûts disproportionnés. Cette mesure de la Commission de la CEDEAO vise à favoriser une baisse des tarifs aériens, à encourager une augmentation du trafic passagers et à renforcer la compétitivité des compagnies aériennes régionales. Elle entend également soutenir une intégration régionale plus poussée, en rendant le transport aérien plus accessible et en stimulant les échanges économiques et sociaux dans l'espace communautaire.

Avec Agence Ecofin

Innovation

Yango Group annonce la promotion 2026 du programme Yango Fellowship

Yango Group annonce la promotion 2026 de son programme Yango Fellowship, avec 24 participants sélectionnés parmi plus de 600 candidatures issues de six pays africains. Pendant 12 semaines, les fellows développeront des projets scientifiques et technologiques en mobilisant leurs compétences techniques, avant de les présenter lors d'un Demo Day final à Abidjan.

● Junior Aredola

Les participants retenus viennent de Côte d'Ivoire, de Zambie, d'Éthiopie, du Sénégal, du Mozambique et du Ghana, marquant une expansion du programme, qui passe de deux pays l'an dernier à six en 2026. Cette édition met l'accent sur l'usage appliqué de l'intelligence artificielle. Les participants développeront des solutions concrètes telles que des outils d'éducation à la santé, des systèmes de suivi énergétique, des modèles d'optimisation du trafic ou encore des plateformes d'apprentissage personnalisées en langues locales. Le programme est structuré en trois phases : définition des problématiques et analyse de marché, développement produit, puis présentation finale. Il se conclut par un Demo Day, au cours duquel les équipes présentent leurs projets à des experts du secteur et à des partenaires, avec la possibilité d'obtenir un financement d'amorçage pour soutenir le développement de leurs prototypes. « Le Yango Fellowship s'inscrit dans notre engagement à long



terme en faveur des écosystèmes technologiques locaux », déclare Adeniyi Adebayo, Chief Business Officer de Yango Group. « En soutenant les talents émergents et en favorisant la collaboration entre les pays, nous souhaitons contribuer au développement de solutions scalables répondant aux besoins réels des marchés africains, tout en accompagnant les entrepreneurs dans la création de produits capables de s'étendre au-delà d'un seul pays. » Selon la Banque mondiale, l'Afrique fait face à un déficit de plus de 2,5 millions de professionnels dans les domaines STEM (science, technologie, ingénierie et mathématiques).

Le programme vise à offrir une expérience concrète et à renforcer les passerelles vers les carrières technologiques grâce au mentorat et à l'apprentissage par projet. Lors des précédentes éditions, les participants ont développé des solutions dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'ingénierie. Certains ont obtenu des stages auprès d'organisations partenaires, tandis que d'autres ont bénéficié de financements pour des initiatives communautaires. Plusieurs alumni ont ensuite lancé des startups, des produits digitaux ou des projets à impact, poursuivant ainsi leur engagement au-delà du programme.

Sommet du Forum Inde-Afrique

L'Inde et la BAD renforcent leurs investissements

Le partenariat entre l'Inde et le Groupe de la Banque africaine de développement soutient des solutions systémiques et évolutives pour les infrastructures numériques et financières. Le personnel de la Banque centrale de Mauritanie exploite des systèmes financiers modernisés, financés par un investissement de 4,78 millions de dollars du Fonds africain de développement, qui a permis de plus que doubler le taux d'inclusion financière du pays, le faisant passer de 21 % à 55 %.

● Nicole Esso

En prélude au quatrième Sommet du Forum Inde-Afrique, prévu à New Delhi le 31 mai 2026, le Groupe de la Banque africaine de développement et l'Inde intensifient leur coopération dans les domaines des infrastructures numériques, du développement industriel et de la finance. Cet engagement s'aligne sur les priorités stratégiques de l'institution panafricaine de développement ancrées dans ses « Quatre points cardinaux », notamment les efforts visant à élargir l'accès au capital, à renforcer les systèmes financiers et numériques et à accélérer l'industrialisation de l'Afrique. L'Inde, qui a re-



joint le Groupe de la Banque africaine de développement en 1983, a contribué à toutes les augmentations générales de son capital, renforçant ainsi la capacité de l'institution à accroître ses prêts dans les domaines des infrastructures, des projets de développement et de la relance économique aux pays africains. La coopération avec les pays africains témoigne d'une expérience commune dans l'élaboration de solutions évolutives et rentables pour des populations

nombreuses et hétérogènes. Cette approche de la coopération Sud-Sud s'aligne sur la priorité accordée par le Groupe de la Banque aux systèmes ancrés localement, adaptables à différents pays et contextes et capables de fonctionner à grande échelle.

Développer les liens commerciaux et économiques

Les liens économiques entre l'Inde et l'Afrique se sont

considérablement renforcés ces dernières années, les échanges bilatéraux avoisinant les 100 milliards de dollars en 2024-2025 dans des secteurs clés, tels que l'infrastructure, l'énergie, l'agriculture et la technologie. Cette croissance se reflète de plus en plus dans les opérations financées par le Groupe de la Banque africaine de développement. Entre 2020 et 2025, les entreprises indiennes ont remporté 173 contrats d'une valeur totale d'environ 760 millions de dollars, soit 5,3 % du montant total des marchés publics dans le cadre des projets financés par le Groupe de la Banque. Cette participation renforce les capacités d'exécution et élargit les possibilités d'implication du secteur privé dans les sec-

teurs prioritaires.

Promouvoir les systèmes numériques et l'inclusion financière

L'infrastructure publique numérique est un domaine central de coopération. L'Inde a contribué pour deux millions de dollars à la Facilité pour l'inclusion financière numérique en Afrique en 2023 et a signé, en 2024, la troisième phase de l'Accord de coopération technique avec l'Inde (Fonds fiduciaire indien), d'une valeur de six millions de dollars. Ce financement soutient le déploiement des paiements numériques, les cadres d'interopérabilité et l'élargissement de l'accès aux services financiers.

Renforcer les systèmes de santé et les capaci-

tés industrielles

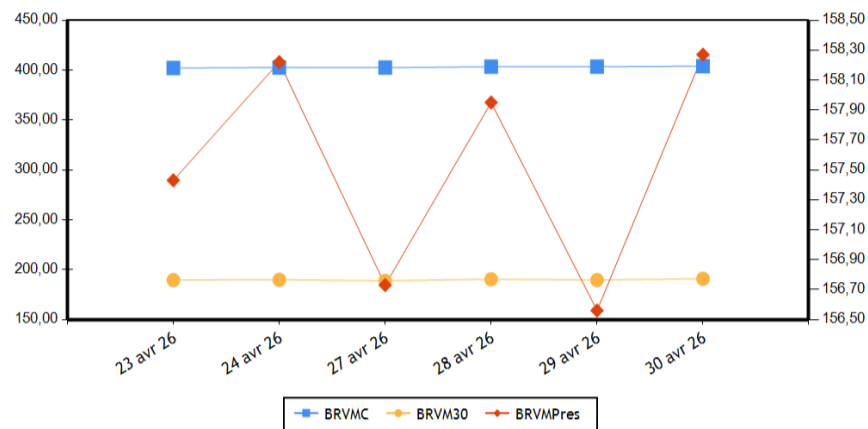
a coopération progresse également dans les domaines de la santé et de l'industrie manufacturière, notamment dans le cadre des efforts visant à renforcer la production pharmaceutique locale. Le secteur pharmaceutique africain est confronté à un déficit d'investissement estimé à 111 milliards de dollars à l'horizon 2030. À travers la Fondation africaine pour la technologie pharmaceutique, le Groupe de la Banque africaine de développement soutient le transfert de technologies, la production locale et le développement de la chaîne d'approvisionnement afin de réduire la dépendance aux importations et d'améliorer la résilience.

BRVM COMPOSITE	403,93
Variation Jour	0,14 % ↑
Variation annuelle	16,83 % ↑

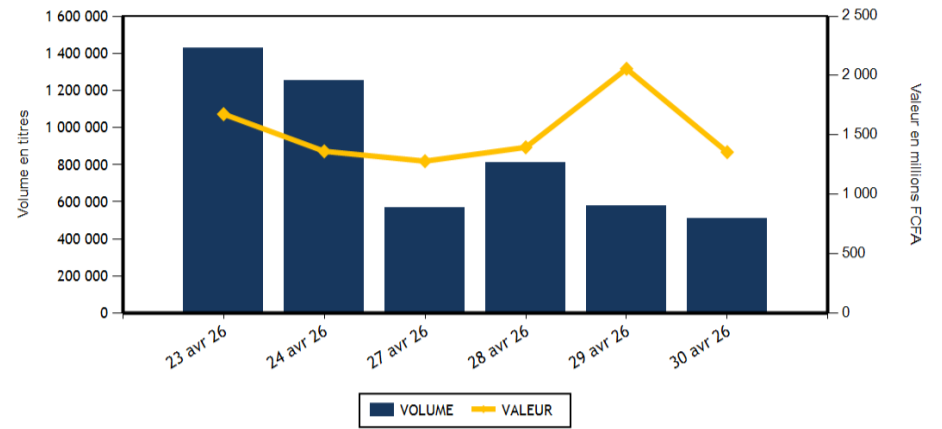
BRVM 30	190,82
Variation Jour	0,70 % ↑
Variation annuelle	14,79 % ↑

BRVM PRESTIGE	158,27
Variation Jour	1,09 % ↑
Variation annuelle	9,72 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	15 574 384 683 348	0,13 %
Volume échangé (Actions & Droits)	450 079	-20,86 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 172 408 723	-41,51 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	13	-48,00 %
Nombre de titres en baisse	22	37,50 %
Nombre de titres inchangés	12	100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SODE CI (SDCC)	8 995	7,47 %	55,09 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	15 200	3,68 %	6,67 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	34 095	3,32 %	14,05 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	3 660	3,24 %	40,23 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 650	2,73 %	50,67 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	12 147 159 900 457	0,90 %
Volume échangé	60 522	606,04 %
Valeur transigée (FCFA)	182 521 650	246,63 %
Nombre de titres transigés	2	-60,00 %
Nombre de titres en hausse	1	-50,00 %
Nombre de titres en baisse		
Nombre de titres inchangés	1	-66,67 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOGB CI (SOGC)	7 100	-7,49 %	-10,13 %
SAPH CI (SPHC)	6 800	-7,48 %	-13,92 %
PALM CI (PALC)	7 310	-7,47 %	-9,75 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 430	-6,54 %	0,00 %
SICABLE CI (CABC)	3 600	-4,00 %	52,54 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	158,27	1,09 %	9,72 %	35 953	740 011 360	11,52
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	280,02	-1,26 %	28,66 %	406 190	418 932 113	15,85

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	155,72	0,14 %	16,96 %	442 143	1 158 943 473	13,03

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	103,03	1,54 %	8,57 %	5 840	160 695 740	10,03
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	181,22	-4,34 %	4,74 %	16 073	42 172 530	45,84
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	178,88	0,66 %	22,64 %	386 302	759 027 633	23,80
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	255,61	-3,78 %	18,29 %	19 157	155 707 255	12,31
BRVM - INDUSTRIELS	6	190,29	-0,31 %	43,80 %	8 460	16 734 275	15,66
BRVM - ENERGIE	4	139,13	0,69 %	25,44 %	3 598	13 577 565	17,10
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	151,05	2,19 %	42,63 %	2 713	11 028 475	16,71

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	13,04
Taux de rendement moyen du marché	6,54
Taux de rentabilité moyen du marché	6,50
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	201
Volume moyen annuel par séance	1 944 086,00
Valeur moyenne annuelle par séance	3 078 476 390,78

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	27,53
Ratio moyen de satisfaction	35,74
Ratio moyen de tendance	129,81
Ratio moyen de couverture	77,04
Taux de rotation moyen du marché	0,04
Prime de risque du marché	1,93
Nombre de SGI participantes	34

Énergie

Un baril à 150 dollars? Où s'arrêtera la hausse?

Le marché pétrolier abandonne ses espoirs d'un retour rapide à la normale. Le point sur la situation et ses conséquences en trois questions.

Avec la paralysie prolongée du détroit d'Ormuz et une rhétorique plus agressive entre belligérants, le marché pétrolier abandonne ses espoirs d'un retour rapide à la normale, entraînant une hausse continue des prix de l'or noir. Où s'arrêtera cette course folle et quelles conséquences concrètes? Explications.

Pourquoi les traders ne croient plus à une solution rapide?

Les cours du pétrole ont bondi ces derniers jours: le Brent, référence internationale du brut, s'est affiché à plus de 126 dollars le baril jeudi, un niveau plus atteint depuis quatre ans et le début de la guerre en Ukraine -avant de retomber sensiblement, témoignant d'une grande nervosité. Avec le conflit au Moyen-Orient, une grande partie de l'offre pétrolière mondiale a disparu, et tant que le blocage du détroit d'Ormuz se poursuit, les exportations d'hydrocarbures des pays du Golfe resteront obstruées. Les investisseurs, un temps confiants sur une solution rapide entre Américains et Iraniens, jugent «désormais qu'une réouverture du détroit en mai serait trop belle pour être vraie», explique à l'AFP Ole R. Hvalbye, analyste chez SEB. Selon



lui, cette nouvelle tendance s'explique par le manque de progrès diplomatique et un «changement de rhétorique» de Donald Trump, qui ne semble plus pressé d'obtenir un accord. Selon le média Axios, le président américain doit même être briefé jeudi sur de possibles nouvelles opérations militaires contre l'Iran. Le marché à terme «est en train de rattraper son retard par rapport au marché physique», résume Arne Lohmann Rasmussen analyste chez Global Risk Management. Autrement dit, le mirage d'une crise passagère s'est évaporé: les marchés ont cessé de parier sur la fin des hostilités pour s'aligner sur la réalité d'une pénurie durable.

Le cap des 150 dollars est-il envisageable?

Le marché privilégie pour l'instant le scénario d'une reprise des flux pétroliers en juin. «Et dans ce cas, les prix n'atteindront pas 150 dollars le baril», tranche Jorge Leon, analyste chez Rystad Energy, interrogé par l'AFP.

Mais «si le détroit d'Ormuz ne rouvre pas et que les combats reprennent, il est tout à fait possible» que le baril atteigne ce seuil, ajoute-t-il, un cap symbolique supérieur au record historique de 2008 de 147,50 dollars. Chaque semaine de délai avant un déblocage d'Ormuz «ajoute environ 5 dollars sur le prix moyen du baril» dans les scénarios des investisseurs, relève pour sa part M. Hvalbye, pour qui le cap des 150 dollars correspondrait à une paralysie prolongée jusqu'à juillet. Mais si le baril atteignait un tel prix, les achats de pétrole deviendraient mécaniquement moins importants, de nombreux consommateurs et entreprises n'ayant d'autre choix que de réduire brutalement leurs achats, souligne l'analyste. Au fur et à mesure que les réserves stratégiques s'amenuisent, la demande devra en effet s'adapter à une plus faible disponibilité des volumes d'or noir, dessinant une nouvelle réalité énergétique.

(afp)

Royaume-Uni/Irlande

Claire's ferme 154 boutiques, 1300 emplois supprimés

Tous les magasins indépendants Claire's au Royaume-Uni et en Irlande ont cessé leur activité, les employés «ont été informés de leur licenciement pour motif économique».

La branche britannique du groupe américain de bijoux fantaisie Claire's a acté la fermeture de ses 154 derniers magasins en propre au Royaume-Uni et en Irlande, entraînant la suppression de 1300 emplois, a annoncé lundi l'administrateur de l'entreprise. «À compter du 27 avril, tous les magasins indépendants Claire's au Royaume-Uni et en Irlande ont cessé leur activité» et les employés concernés «ont été informés de leur licenciement pour motif économique», a déclaré une porte-parole de l'administrateur, Kroll, dans un communiqué. Cette filiale britannique de Claire's avait été partiellement rachetée par le fonds d'investissement Modella Capital en septembre 2025, dans le sillage de la banqueroute de sa maison mère américaine. Quelque



145 magasins avaient alors déjà baissé le rideau, avec environ 1000 suppressions d'emplois, selon l'agence PA.

Concurrence du commerce en ligne

Modella avait cependant jeté l'éponge quelques mois plus tard, plaçant à nouveau la chaîne en redressement judiciaire en janvier 2026. Créée en 1961 et présente au Royaume-Uni depuis 1996, l'enseigne de bijoux à bas prix et de perçage d'oreilles était une institution des rues

commerçantes britanniques, particulièrement prisée des adolescentes. Outre-Manche, le commerce de détail physique («high streets») traverse une crise historique, en raison notamment de la concurrence du commerce en ligne. La branche française de Claire's avait pour sa part été placée en redressement judiciaire en juillet 2025. Deux offres de reprises partielles de la marque ont été validées en novembre dernier. La filiale espagnole s'était elle déclarée en cessation de paiements en septembre.

(afp)

Pression inflationniste et crédit en retrait

La zone euro face à un « effet ciseaux »

Les ménages de la zone euro anticipent une nette remontée de l'inflation à court terme, tandis que les banques durcissent davantage leurs conditions de crédit, selon deux enquêtes de la BCE.

Les anticipations d'inflation des consommateurs européens ont «fortement augmenté» en mars, selon une enquête mensuelle de la Banque centrale européenne (BCE), publiée mardi. Un signal préoccupant pour l'institution de Francfort, alors que les effets de la guerre au Moyen-Orient commencent à se diffuser dans l'économie de la zone euro. Sur un an, les anticipations médianes d'inflation ont bondi à 4,0 % en mars, contre 2,5 % en février. À trois ans, elles progressent également à 3,0 %, contre 2,5 % un mois plus tôt, un niveau proche des pics observés lors du choc inflationniste de 2022. L'enquête a été menée entre le 5 et le 30 mars, au moment des premières semaines du conflit.

Effets de second tour

Selon la BCE, cette hausse traduit l'anticipation d'une diffusion progressive des hausses des prix de l'énergie vers l'ensemble de l'économie, notamment via les coûts de transport et de production. L'institution surveille de près



les «effets de second tour», tels que les revalorisations salariales ou les ajustements de prix par les entreprises. Si les anticipations à court terme s'envolent, celles à plus long terme restent relativement contenues : à cinq ans, elles n'ont que légèrement progressé, de 2,3 % à 2,4 %, un point qui pourrait apporter un certain répit aux responsables monétaires. Dans ce contexte, la BCE devrait maintenir ses taux inchangés lors de sa réunion de jeudi. Mais les marchés commencent à anticiper un possible resserrement supplémentaire du crédit dès juin, si les pressions inflationnistes persistent.

Resserrement du crédit

Parallèlement, une autre

enquête de l'institution met en lumière un durcissement marqué des conditions de financement. Les banques de la zone euro ont resserré leurs critères d'octroi de prêts au début de l'année 2026, davantage que prévu, et anticipent une poursuite de ce mouvement. Pour les entreprises, ce durcissement est «le plus prononcé depuis le troisième trimestre 2023», note la BCE. Les établissements bancaires invoquent des «risques perçus pour les perspectives économiques» et une «baisse de la tolérance au risque» pour justifier ce mouvement. Ils expliquent également que «les évolutions géopolitiques et énergétiques (avaient) exercé une pression à la hausse sur le resserrement des conditions de crédit», tandis que «certaines banques ont fait état d'un resserrement supplémentaire lié à leurs expositions aux entreprises grandes consommatrices d'énergie et au Moyen-Orient». Pour les mois à venir, la tendance devrait se poursuivre.

Avec latribune.fr

Énergie

En forte hausse, le pétrole prend plus de 5%

Le marché mise désormais sur un blocage prolongé du détroit d'Ormuz.

Les marchés mondiaux intègrent mercredi une nouvelle hausse des prix du pétrole alimentée par les craintes d'un blocage prolongé du détroit d'Ormuz, sur fond de publications de résultats d'entreprises. Selon un article du Wall Street Journal (WSJ) publié mercredi, Donald Trump a demandé à ses collaborateurs de se préparer à un blocus prolongé de l'Iran dans le but de contraindre Téhéran à une capitulation sur le dossier du nucléaire iranien. «Cela suggère une impasse prolongée: les combats sont largement arrêtés, mais aucune solution durable n'émerge, et le trafic dans le détroit d'Ormuz reste incertain», expliquent Helge ndrè Martinsen et Tobias Ingebrigtsen, analystes énergie chez DNB. Le passage stratégique d'Ormuz, par où transitait avant le conflit 20% du pétrole et du gaz naturel liquéfié (GNL) mondiaux, reste un enjeu majeur du conflit. «Les États-Unis continuent de bloquer les navires à destination et en provenance des ports iraniens afin de couper les revenus pétroliers, tandis

que l'Iran maintient le détroit fermé à presque tout autre trafic», poursuivent les analystes. L'annonce du retrait des Émirats arabes unis de l'Opep, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, à partir du 1er mai a par ailleurs compliqué la donne sur le marché du pétrole, en plus des tensions sur l'offre. Pour les analystes de DNB, cette décision «constitue la plus grande menace existentielle du cartel depuis sa création en 1960». «À plus long terme, cette sortie soulève des questions sur la capacité de l'Opep à gérer l'offre et les prix si davantage de producteurs commencent à privilégier la part de marché et l'utilisation de la capacité plutôt que la discipline des quotas», ajoute Ole Hansen, chef de la stratégie matière première chez Saxo Banque.

Les Bourses mondiales digèrent les résultats

Sur les marchés boursiers, à Wall Street, vers 14H15 GMT, le Dow Jones cédait 0,31%, le Nasdaq, à forte coloration technologique, reculait de 0,08% et l'indice

élargi S&P 500 de 0,04% avant les résultats trimestriels d'Amazon, Alphabet, Microsoft et Meta à la clôture de la séance. «Les résultats de ce soir constitueront un moment décisif pour le thème de l'IA», souligne Kathleen Brooks, directrice de la recherche chez XTB. Mardi, les valeurs technologiques avaient reculé après la publication d'un article du Wall Street journal affirmant qu'Open AI (créateur de ChatGPT, non encore cotée en Bourse) n'arrivait pas à atteindre ses objectifs. OpenAI se trouve en effet «au centre d'un écosystème de l'IA pesant plusieurs centaines de milliards de dollars et regroupant les plus grands noms mondiaux, parmi les mieux valorisés», souligne Ipek Ozkardeska, analyste pour Swissquote. Malgré la guerre au Moyen-Orient, «les +sept magnifiques+ ont progressé de 18% le mois dernier», rappelle Kathleen Brooks, au sujet des grandes valeurs de la tech (Alphabet, Amazon, Meta, Apple, Microsoft, Nvidia et Tesla).

(afp)

Médias

Le journalisme, un métier de plus en plus précaire et dangereux

Voitures piégées, enlèvements, prison, licenciements : exercer le journalisme devient de plus en plus risqué. A la veille de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le chef des droits de l'homme de l'ONU alerte sur les violences visant les journalistes.

Déjà 14 morts cette année, et une impunité massive - seul un meurtre sur dix aboutit à une reddition des comptes. Selon le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, la liberté de la presse paie ainsi le prix fort. Dans ce contexte de violences et d'impunité persistante, la couverture des conflits armés présente le risque le plus élevé. La guerre menée par Israël à Gaza est devenue un piège mortel pour les médias. « Mon bureau a vérifié le meurtre de près de 300 journalistes depuis octobre 2023, et de nombreux autres ont été blessés », a déploré Volker Türk. Cette tendance se vérifie particulièrement dans les zones de conflit, comme au Liban, qui est devenu cette année « le pays le plus meurtrier



pour les professionnels des médias ».

Répression et surveillance transnationales croissantes

Dans ces environnements particulièrement hostiles, les reporters locaux sont souvent les seuls à rendre compte de la terrible réalité de la guerre. Eux-mêmes peuvent être affamés, effrayés et dépouillés de tout, sauf de leur voix. « Au Soudan, j'ai rencontré des journalistes qui avaient été confrontés à une violence extrême, à la brutalité et même à la famine - tout en essayant de poursuivre leur travail essentiel », a ajouté M. Türk. Même loin des lignes de front, pratiquement aucun pays n'est vraiment sûr pour ceux qui disent la vérité au pouvoir. Enquêter sur la corruption, les atteintes à l'environnement ou le crime organisé comporte de graves risques pour les journalistes, leurs sources et parfois leurs familles. Dans ce climat d'insécurité généralisée, le Haut-Com-



missaire se dit profondément préoccupé par le fait que les professionnels des médias soient devenus des cibles privilégiées « d'une répression et d'une surveillance transnationales croissantes, comme l'illustrent les récentes attaques visant des journalistes iraniens à l'étranger ».

330 journalistes et 500 blogueurs détenus

A l'échelle mondiale, les lois sur la diffamation, la désinformation, la cybercriminalité ou le terrorisme sont de plus en plus mobilisées pour protéger les puissants de toute remise en cause. Des procédures judiciaires dissuasives transforment les tribunaux en ou-

tils d'intimidation, imposant des coûts considérables aux médias. Environ 330 journalistes sont actuellement détenus, auxquels s'ajoutent 500 journalistes citoyens et blogueurs défenseurs des droits humains. Dans ce climat, harcèlement et intimidations en ligne alimentent le risque d'une société de désinformation, où les médias se voient contraints de dissimuler les faits pour continuer à exercer. A cet égard, le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme (HCDH)



rappelle que les attaques contre les journalistes touchent de manière disproportionnée les femmes : les trois quarts d'entre elles ont subi des abus en ligne, entre campagnes de dénigrement et violences sexuelles.

Voix critiques étouffées

Plus largement, les tentatives de museler le journalisme indépendant se diversifient, entre restrictions d'accès, coupures d'Internet et black-out médiatiques, parfois

avec la complicité des pouvoirs politiques et économiques, au détriment de la démocratie. A ces dérives s'ajoute une pression économique inédite : dans près d'un tiers des pays, fermetures de médias et licenciements servent aussi à étouffer les voix critiques. Face à ces dérives, le chef des droits de l'homme de l'ONU exhorte les États à mettre fin à la persécution de la presse, lever les restrictions arbitraires et abroger les lois abusives, en alignant leurs cadres juridiques sur les normes internationales des droits de l'homme. De leur côté, les entreprises technologiques doivent agir contre les abus en ligne et la désinformation.

Avec news.un.org



HOROSCOPE finance

Bélier Le secteur finances sera dans l'ensemble assez calme. Mercure vous incitera à bien gérer votre budget et à faire les bons choix, à équilibrer raisonnablement vos rentrées et vos dépenses.

Taureau Faites preuve de la plus extrême prudence concernant vos placements boursiers. Vous n'aurez pas la faveur des astres. Dégraissez au maximum votre portefeuille en éliminant toutes les actions à risques.

Gémeaux Aucun changement à l'horizon ; vous devrez encore gagner votre pain à la sueur de votre front. Ne rêvez pas : Saturne et la Lune ne sont ni l'un ni l'autre des facteurs d'expansion, et ce n'est certainement pas cette fois que vous gagnerez au Loto.

Cancer L'immobilier ne sera pas aujourd'hui un facteur de chance et pourrait donner naissance à de multiples problèmes. La prudence sera de mise lors d'un achat ou d'une transaction ; il conviendrait d'éviter tout emballement susceptible de faire perdre le sens critique vis-à-vis de l'état réel du bien à acquérir.

Lion "Tous nous ne sommes jamais contents de ce que nous avons" : ce mot de Térence s'appliquera bon nombre de natifs du signe, dont les appétits et les désirs seront aiguisés par les radiations de Jupiter.

Vierge A la faveur du bel aspect de Saturne, vous pourrez effectuer d'intéressants placements à long terme. En revanche, ne vous avisez pas de vous lancer dans une entreprise financière qui comporte trop de risques.

Balance La planète Neptune, bien aspectée, vous prodiguera sa bienveillante protection et vous offrira des possibilités financières amplifiées. Vous serez particulièrement habile dans vos transactions diverses. Une certaine chance aux jeux de bluff, tel le poker, et une chance quasi certaine aux jeux de hasard, tel le Loto.

Scorpion Vous devrez veiller à vous occuper de toutes vos obligations en suspens, qu'il s'agisse de factures, de traites à payer ou d'autres corvées. Vous devrez aussi mettre bon ordre dans vos papiers et dans votre comptabilité.

Sagittaire Votre équilibre pécuniaire de base devrait rester solide. Mais vous devrez tout de même vous méfier de l'impact de Saturne. Il pourra affecter votre comportement en matière d'argent. Attention, donc, si des envies folles vous passent par la tête, à ne pas jeter vos économies par les fenêtres. Si vous êtes en voyage, notamment, méfiez-vous de la griserie afin d'éviter les dépenses superflues.

Capricorne Vénus sera en mauvaise position. C'est un astre par nature bénéfique, et vous n'aurez donc rien de grave à redouter côté argent. Mais cette planète a un gros défaut : elle rend insouciant et terriblement dépendant. Vous qui, en général, veillez à conserver votre équilibre financier, pourriez bien cette fois perdre quelque peu la tête.

Verseau Pluton sera bien aspecté aujourd'hui. Ce sera une journée de chance exceptionnelle, d'optimisme et de bonheur, qui doit se traduire par des succès et des rentrées d'argent. Vous aurez peut-être même l'impression que c'est trop beau pour être vrai.

Poisson Les influences planétaires vous seront particulièrement favorables en cette journée. A vous de savoir profiter de cette aubaine et de vous tenir à l'affût des bonnes affaires. Les circonstances vous permettront de réaliser des transactions financières très lucratives.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoé Assiyé non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

Togo-Kirghizistan

Des retombées concrètes pour une coopération diversifiée

Les retombées de la visite officielle du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, au Kirghizistan se traduisent déjà par des perspectives concrètes de coopération dans plusieurs secteurs stratégiques entre les deux pays.

Les Présidents Faure Essozimna Gnassingbé et Sadyr Japarov ont solennellement présidé hier, 29 avril 2026 à Bichkek, une cérémonie de signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente dans huit domaines à savoir la diplomatie, l'économie numérique, la culture, les investissements, l'éducation, la santé, l'économie et l'agriculture. Ces instruments juridiques témoignent de la volonté commune des deux nations d'inscrire leur partenariat dans une dynamique durable, structurée et mutuellement bénéfique.

Renforcement des relations diplomatiques

Dans le domaine diplomatique, un accord d'exemption réciproque de visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques, officiels et de service a été conclu. Cette mesure vise à simplifier les déplacements des responsables officiels, à fluidifier les échanges institutionnels et à renforcer les relations d'amitié entre Lomé et Bichkek.

Accélération de la transformation numérique

S'agissant de l'économie numérique, le Kirghizistan et le Togo ont procédé à la signature d'un mémorandum d'entente sur le développement des technologies de l'information et de la communication. Il prévoit notamment la transformation numérique des administrations, le renforcement de l'e-gouvernement et de la cybersécurité ainsi que le déploiement d'infrastructures technologiques modernes, y compris la 5G.

Promotion de la culture et des industries créatives

Dans le secteur de la culture, les deux parties ont signé un accord de coopération visant à promouvoir le patrimoine culturel matériel et immatériel, à encourager les échanges artistiques et à soutenir les industries culturelles, notamment dans les domaines des arts visuels, de la musique, du



théâtre et de l'audiovisuel.

Dynamisation des investissements et du commerce

Des instruments ont été convenus pour stimuler les investissements entre les deux pays. Deux protocoles d'accord ont été signés à cet effet. Le premier prévoit la création d'un environnement économique plus attractif, tandis que le second est consacré à la promotion et à la protection réciproque des investissements. Cet accord offre une opportunité concrète aux jeunes entrepreneurs togolais. Il facilite l'accès aux marchés d'Asie centrale, favorise la valorisation des ressources locales et ouvre de réelles perspectives de croissance et d'insertion socioprofessionnelle pour la jeunesse.

Education : un levier de souveraineté nationale

Dans le domaine de l'éducation, un mémorandum d'entente relatif à l'enseignement

supérieur a été signé. Il vise à développer les échanges académiques, à promouvoir la mobilité des étudiants et des enseignants, à favoriser la reconnaissance des diplômes et à renforcer les capacités du personnel éducatif.

L'enseignement supérieur devient ainsi un levier de souveraineté pour le Togo. A travers les partenariats, la mobilité académique et la recherche conjointe, le Président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé entend élargir les opportunités des étudiants, chercheurs et enseignants-chercheurs au-delà des circuits traditionnels.

Santé, un pilier de la diplomatie togolaise

La santé constitue un axe majeur de ce nouveau partenariat entre le Togo et le Kirghizistan. A cet effet, les deux pays ont signé un mémorandum d'entente visant à intensifier leur coopération dans les domaines de la santé publique, de l'épidémiologie et dans la prévention des maladies non-transmissibles (MNT). Cet accord favorisera également le partage de savoir-faire, la mise en œuvre de campagnes de vaccination et le renforcement des compétences du personnel médical. A travers cet accord, la santé s'impose ainsi comme un des axes clés de la diplomatie togolaise. Le partenariat sanitaire entre

le Togo et le Kirghizistan dépasse les traitements médicaux pour intégrer la prévention et la recherche dans les systèmes de santé. Il traduit une conviction : la puissance d'une nation se mesure aussi à sa capacité à protéger et soigner ses citoyens.

Agriculture : vers la sécurité alimentaire

Le dernier accord conclu lors de cette visite historique du Président du Conseil, vise à renforcer les échanges dans le secteur agricole, en particulier dans les domaines végétal, animal et halieutique. Cet accord prévoit le partage d'expertise, le développe-

ment des politiques agricoles adaptées et la promotion des projets conjoints. Les Présidents Faure Essozimna Gnassingbé et Sadyr Japarov se sont félicités de la signature de ces accords de coopération. Ils ont réitéré leur volonté commune de concrétiser les engagements pris dans l'intérêt supérieur des peuples togolais et kirghize. Chaque accord signé s'appuie sur des mécanismes concrets de mise en œuvre, des groupes de travail clairement mandatés et des échéances précises. Il ne s'agit pas d'une diplomatie d'apparat, mais d'une véritable ingénierie diplomatique mise au service du développement.

A Bichkek, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé ne s'est pas contenté d'une visite officielle; il a construit dans cette ville kirghize des opportunités durables pour les Togolais. Dans un monde structuré en blocs d'influence, le Togo fait le choix d'une souveraineté active, multipliant les partenariats avec l'Union européenne, la Chine, les États-Unis, les pays du Golfe et désormais l'Eurasie.

La rencontre entre le Président du Conseil de la République Togolaise et le Président de la République kirghize ne relève ni d'un



simple exercice de communication ni d'un effet d'annonce. Elle marque la continuité d'une doctrine cohérente, patiemment construite, qui positionne le Togo comme un acteur libre dans ses orientations diplomatiques. La visite du Président Faure Essozimna Gnassingbé au Kirghizistan n'est donc pas un déplacement périphérique. Elle tient à la profondeur opérationnelle des accords et installe le Togo dans une nouvelle diagonale stratégique entre l'Afrique de l'ouest et l'Asie centrale.

Avec presidenceconseil.gouv.tg

Commune Lacs 1

Les élus locaux formés sur le handicap et le développement local inclusif

Un atelier de formation et de sensibilisation des élus locaux, des secrétaires généraux, des responsables de comités de développement à la base de la commune Lacs 1 sur la compréhension du handicap et la promotion du développement local inclusif, s'est tenu le jeudi 30 avril à Aného.

Cette activité est portée par l'ONG Forum international des femmes handicapées émergentes en politique (FIFHEP). Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de son projet « Meilleure prise en compte des besoins des femmes handicapées dans les sphères politiques, sociales et économiques ». Elle bénéficie du soutien technique et financier de GFA Consulting Group GmbH dans le cadre du programme « Pro Emploi + » de la GIZ. L'objectif est d'amener ces acteurs à comprendre la nécessité de revisiter leurs plans communaux de développement pour les rendre plus inclusifs et intégrer les besoins des personnes handicapées surtout des femmes handicapées. L'atelier vise également à outiller les élus locaux pour prendre un engagement pour un développement local inclusif à travers la prise d'une disposition (arrêté ou décision) devant autoriser l'inclusion dans la gestion des comités de développement à la base. La rencontre a per-



mis aux participants d'avoir une meilleure compréhension du handicap, du cadre législatif sur le handicap et le développement local inclusif. Elle a été une occasion de renforcer davantage les capacités des participants sur les enjeux liés au handicap, de cerner les défis auxquels font face les personnes en situation de handicap ainsi que les approches à adopter pour garantir leur pleine participation au développement local. La coordinatrice de FIFHEP, Mme Lawon Koévi kokoé Déla a remercié les participants pour la mobilisation qui témoigne de l'importance qu'ils accordent à l'inclusion et à l'égalité de chances pour tous les citoyens de la commune. Pour elle, cette rencontre vise à renforcer les

compétences des autorités locales afin de mieux comprendre les réalités vécues par les personnes handicapées et surtout intégrer cette dimension dans leurs actions et décisions locales. L'adjoint au maire de la commune Lacs1, Agossou Kangni Kouévi a salué l'engagement des organisateurs pour la promotion de l'inclusion et de l'égalité des chances. Il a souligné que les femmes en situation de handicap font face à une double vulnérabilité, notamment celle liée à leur genre et celle liée à leur condition. Il a réaffirmé la volonté des autorités communales à bâtir une société plus équitable où chaque citoyen peut participer prises de décisions de la cité.

Avec ATOP/DK/HKM/KYA

Centrale /Fête du 1er mai

Les travailleurs plaident pour l'amélioration de leurs conditions de vie

Les travailleurs et travailleuses de la région Centrale, à l'instar de leurs collègues du monde entier, ont célébré, le vendredi 1er mai leur fête. Ils ont plaidé pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

Les célébrations ont été marquées par les traditionnels défilés et les présentations des cahiers de doléances aux représentants du pouvoir central. Dans les préfectures de Tchaoudjo, Tchamba, Blitta et Mô, les travailleurs, par la voix de leur porte-parole, ont exprimé leur gratitude au Président du Conseil et son gouvernement pour les actions déjà prises en leur faveur. A Sokodé, les travailleurs ont demandé le renforcement des décrets d'application réelle afin qu'ils puissent jouir pleinement du nouveau statut de la fonction publique. L'application stricte du départ à la retraite pour ceux ayant atteint l'âge requis a été également sollicitée. A Tchamba, le cahier de doléances intègre l'adoption de tous les statuts particuliers des agents publics et l'octroi des frais de déménagement



aux travailleurs en cas d'affectation. A Blitta, les revendications portent sur l'achèvement du tracé des rues, le renforcement de l'électrification, le bitumage de la route reliant Blitta-Gare à Pagala-Gare et la baisse des prix des intrants agricoles. A Djarkpanga, les défilants insistent sur l'urbanisation des villes de Djarkpanga et Tindjassi, le bitumage de la route Tindjassi-Bassar et l'accélération de l'électrification de la préfecture de Mô. En réponse, les préfets

de Tchaoudjo, Tchimbândja Yendoukoa Douiti, de Tchamba, Issaka Laguebande, de Blitta, Batossa Boukari et de Mô, Anakpa Mani ont rassuré les acteurs sociaux que le gouvernement poursuivra ses efforts pour assurer de meilleures conditions de travail et de vie à tous les travailleurs. Ils ont promis de transmettre leurs doléances à qui de droit. Ces manifestations ont donné le ton aux réjouissances dans les institutions, directions et bases des syndicats.

Avec ATOP/MEK/BV/KYA

Liga

Le FC Barcelone s'impose à Osasuna et se rapproche du titre

En déplacement à Osasuna ce samedi soir, le FC Barcelone s'est rapproché encore plus du titre de champion d'Espagne en allant s'imposer au terme d'un match qui s'est emballé sur la fin (1-2).

A 95%, le FC Barcelone sera champion d'Espagne en fin de saison. Avec onze points d'avance sur le Real Madrid, les Blaugranas pouvaient monter à 99% ce samedi soir en cas de victoire sur la pelouse d'Osasuna. Privé de Lamine Yamal, Hansi Flick a décidé d'aligner une équipe compétitive pour remporter la rencontre avec une attaque Bardghji-Olmo-Fermin-Lewandowski. En face, le club de Pampelune pouvait faire un bond à la 6e place en cas de succès face au club catalan ce samedi. D'entrée, le match a été animé. Désireux de rapidement prendre l'avantage, les visiteurs se sont procurés quelques opportunités à l'image de cette tentative de Lewandowski (10e). Par la suite, le match est rentré dans un faux rythme pendant plus d'un quart d'heure durant lequel Barcelone s'est contenté d'avoir une possession stérile. Finalement, les locaux ont terminé fort son premier acte. Plus incisif dans la récupération, Osasuna s'est rebiffé et Ante Budimir était proche d'ouvrir le score mais s'est heurté au poteau (36e), puis à un Joan Garcia grandiose (37e). Après



un premier acte assez mou, les deux équipes rentraient aux vestiaires sur un score de parité.

Les entrants font la différence pour le Barça

En début de seconde période, le Barça a cherché à accélérer. Problème, les Catalans manquaient d'efficacité à l'instar de cette reprise à bout portant totalement raté par Dani Olmo (51e). Avec les entrées de Ferran Torres, Frenkie De Jong et Marcus Rashford à l'heure de jeu, les Catalans ont cherché la faille. Et malgré quelques répliques intéressantes des locaux, le match avait du mal à s'emballer. Finalement, les 10 dernières minutes et le temps additionnel de la rencontre ont été assez fous. Trouvé sur un centre parfait de Rash-

ford, c'est Lewandowski, muet jusqu'ici, qui a ouvert le score pour le Barça d'une belle tête (0-1, 81e). Libéré, le FC Barcelone s'est ensuite mis à l'abri grâce à Ferran Torres. Après le caviar de Rashford, c'est le coaching gagnant d'Hansi Flick qui a brillé avec cette belle frappe du droit de l'ancien de Manchester City (0-2, 87e). Dans la foulée, Osasuna a égalisé grâce à Raul Garcia (1-2, 89e). Malgré ce but et la pression mise sur les 7 minutes de temps additionnel, Osasuna n'a pas pu accrocher le nul. Avec ce succès, le Barça à une main et quatre doigts sur le titre de champion avec 14 points d'avance sur le Real Madrid, désormais obligé de s'imposer face à l'Espanyol ce dimanche pour croire encore au titre.

Avec footmercato.net

Ligue 1

L'OM et Habib Beye prennent très cher à Marseille

Après la nouvelle défaite phocéenne contre le FC Nantes (3-0) samedi, l'Olympique de Marseille se fait détruire dans la presse locale.

« Il n'y a pas d'explication, on a tous vu le même match. C'est difficile d'analyser à chaud car il n'y a rien, pas de qualités. L'adversaire nous a été supérieur. Il n'y a pas eu de match de notre part. On était vide. C'est la seule explication que j'ai sur ce qu'on a produit ». Tel était le bilan accablant dressé par Habib Beye après la nouvelle contreperformance de ses troupes, face à Nantes samedi (3-0). Un mauvais résultat qui éloigne encore un peu plus les Phocéens, désormais septièmes au classement de Ligue 1, des positions offrant une place pour la Ligue des Champions... Forcément, du côté de l'OM, les réactions sont très fortes. « Si tu regardes le match, on a été paresseux, il nous a manqué ce feu à plusieurs moments pour nous surpasser. Quand tu perds de cette façon, c'est parce que rien n'a été suffisant. On a encore deux matches, et on doit faire notre maximum,



de situation, l'Olympique de Marbella a continué de creuser sa propre tombe, ce samedi, sur la pelouse de la Beaujoire (3-0). [...] Le FC Nantes aura donc pris 6 points cette saison contre le deuxième budget du championnat, qui devait enquiquiner le PSG et terroriser l'Europe entière l'été dernier. Tout le monde a vu le résultat. Mais à ce rythme frénétique et étant donné que Frank McCourt ne trouvera pas de pétrole dans la cité phocéenne, autant proposer à la Ligue un forfait général pour les deux dernières journées », peut-on y lire. « Le couronnement d'une saison où l'OM ne cesse de creuser, repoussant toujours plus loin le fond du ridicule. Espèrent-ils trouver du pétrole, source inespérée de revenus pour combler la prochaine non-participation à la Ligue des champions ? », peut-on lire dans un autre article d'opinion du journal.

La presse se lâche

« Humiliés à Nantes et largués dans la course à la C1, ces Olympiens sont indéfendables », titre par exemple La Provence dans un article particulièrement tranchant. « Invité aux funérailles du FC Nantes, promis à la relégation en Ligue 2 à l'issue de la saison sauf retournement

de situation, l'Olympique de Marbella a continué de creuser sa propre tombe, ce samedi, sur la pelouse de la Beaujoire (3-0). [...] Le FC Nantes aura donc pris 6 points cette saison contre le deuxième budget du championnat, qui devait enquiquiner le PSG et terroriser l'Europe entière l'été dernier. Tout le monde a vu le résultat. Mais à ce rythme frénétique et étant donné que Frank McCourt ne trouvera pas de pétrole dans la cité phocéenne, autant proposer à la Ligue un forfait général pour les deux dernières journées », peut-on y lire. « Le couronnement d'une saison où l'OM ne cesse de creuser, repoussant toujours plus loin le fond du ridicule. Espèrent-ils trouver du pétrole, source inespérée de revenus pour combler la prochaine non-participation à la Ligue des champions ? », peut-on lire dans un autre article d'opinion du journal.

Avec footmercato.net

BOAD

DEVELOPMENT DAYS

SAVE THE DATE

📅 11 & 12 JUIN 2026

📍 HÔTEL 2 FÉVRIER,
LOMÉ-TOGO

